

Le Maghreb au moment du décollage économique

par Antoine Ayoub

Très rares, dans le domaine des sciences sociales, sont les points de vue qui remportent l'adhésion de la majorité des spécialistes. Un seul, néanmoins, semble, fort curieusement, faire l'unanimité: une fois leur indépendance politique proclamée — nous dit-on — les pays anciennement colonisés se retrouvent toujours devant des problèmes et des priorités économiques graves et urgentes. Mais rien n'est plus simple que d'effriter cette «belle» unanimité, relancer la controverse et rétablir les traditions du «métier». Il suffit, en général, de poser une seule et unique question: Pourquoi en est-il, justement, ainsi? Pourquoi des années — parfois des siècles — de colonialisme n'ont fait qu'aggraver la situation économique des pays colonisés? Exploitation et impérialisme économique répondent les uns; traditions tenaces et difficultés d'adaptation au modernisme et aux changements de la part des autochtones rétorquent les autres... et la discussion reprend de plus belle.

Le fait est que dans le cas des trois pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc) la situation économique au lendemain de l'indépendance politique ne faisait exception ni à la règle généralement admise ni à la controverse qui, d'habitude, la suit.

Des stratégies différentes

Au défi du développement économique ces trois pays ont répondu par des stratégies différentes: l'Algérie adopte un capitalisme d'Etat socialisant, la Tunisie oscille entre un coopérativisme flou et un libéralisme hésitant et le Maroc s'installe dans

M. Antoine Ayoub est professeur d'économie du développement au département d'Économie de l'Université Laval. Ancien doyen de la faculté des sciences économiques à l'Université d'Alep en Syrie, le professeur Ayoub dirige maintenant la revue Etudes Internationales du Centre québécois de relations internationales. L'article ci-contre n'engage que son auteur.

un capitalisme naissant adossé sur un féodalisme rural résistant.

Cependant, les trois régimes ne dédaignent pas la planification comme moyen d'intervention de l'Etat dans les activités économiques. Mais, il va sans dire que cette planification ainsi que le sens qu'on lui donne diffèrent selon les pays et reflètent des divergences sérieuses sur le plan doctrinal et pratique.

Les trois régimes se rejoignent, aussi, dans leur refus de pratiquer une politique commerciale autarcique et de couper définitivement les ponts avec l'ancienne métropole. Mais, là aussi, cette position de principe ne reçoit pas la même interprétation à Alger, Tunis ou Rabat.

Envers ce Maghreb à faces multiples, aux richesses diverses et aux régimes différents, le Canada semble vouloir apporter un intérêt réel et continu dans sa nouvelle politique d'ouverture vers les pays du Tiers-Monde en général et ceux de la francophonie en particulier.

A vrai dire, cette ouverture, au moins pour la Tunisie, ne date pas d'hier. Ce pays fut désigné, depuis quelques années déjà, par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) comme un pays de «concentration». Mais la volonté de cet organisme, qui reflète à certains égards l'évolution des grandes orientations de la politique étrangère canadienne de modifier la liste de ces pays, les récents contacts au niveau ministériel entre l'Algérie et le Canada et le désir de s'ouvrir de plus en plus vers les pays francophones nous incitent à poser les deux questions suivantes:

- 1) Quel est le bilan des relations économiques Canada-Maghreb?
- 2) Quelle est la situation des économies maghrébines face au défi du développement économique, et quels en sont leurs besoins et leurs priorités respectifs?

Le pari sur l'Algérie

Mis à part les Etats-Unis, les relations économiques du Canada avec le «reste

du monde peuvent se résumer en quelques phrases et deux ou trois chiffres. Plus le partenaire est loin, plus les phrases et les chiffres auront tendance à s'amenuiser. Or, le Maghreb est très loin géographiquement du Canada et l'a été politiquement aussi jusqu'à ces temps derniers. Cette réalité se lit clairement dans les chiffres: pour les trois années 1968, 1969, et 1970 et pour les trois pays la valeur totale de leurs exportations vers le Canada ne dépasse pas \$8,260,000; par contre la valeur totale de leurs importations se chiffre, pour la même période, par \$51,800,000 d'où un déficit cumulé de la balance commerciale en faveur du Canada de l'ordre de \$43,540,000.

L'Algérie se taille la part du lion dans ce dernier chiffre (\$29,300,000) et c'est là un premier indice: la volonté tenace de ce pays de vouloir s'industrialiser rapidement le pousse, forcément, à augmenter ses achats en biens d'équipement des pays industrialisés. Les chiffres de 1971 confirment encore plus nettement cette tendance: les importations algériennes se fixent à quelque trente millions de dollars tandis que ses exportations sont de quelques milliers, d'où un déficit, pour la seule année 1971, équivalent au cumul des trois années précédentes. D'où aussi un problème à résoudre tant pour l'Algérie que pour le Canada. Ce dernier pays ne peut voir s'éterniser cette situation qui lui est «apparemment» favorable. De même, l'Algérie ne peut se permettre le luxe d'un déficit chronique de sa balance du moment où elle veut pratiquer une saine politique de gestion de ses devises. Les récents pourparlers entre le ministre J.-L. Pepin et son homologue algérien M. Layachi Yaker pour l'importation de vin et de gaz algériens s'inscrivent dans ce contexte.

Les relations avec les deux autres pays (Maroc et Tunisie) sont moins importantes en chiffres absolus, en pourcentage et en taux de croissance: la Tunisie a presque équilibré sa balance pour l'année 1970 (\$6,900,000 d'importations pour \$5,900,000 d'exportations); le Maroc, quoiqu'il enregistre un déficit de quelque cinq millions de dollars pour la même année ne semble pas pratiquer une politique suivie en matière d'importations puisque ses achats au Canada en 1969 se chiffraient par \$1,500,000 après avoir été de \$4,600,000 en 1968. Une première conclusion semble se dégager de cette analyse rapide à savoir qu'une certaine «centralisation» se dessine à l'intérieur de la «concentration»: le Canada semble vouloir faire le pari sur l'Algérie d'abord, sur la Tunisie ensuite et enfin sur le Maroc.



On aperçoit sur cette photo le ministre canadien de l'Industrie et du Commerce, M. Jean-Luc Pepin, en compagnie de son homologue algérien, M. Layachi Yaker.

L'aide économique

Cette conclusion peut paraître, à prime abord, contestable quand on analyse le second aspect des relations économiques entre le Canada et ce groupe de pays: la politique d'«aide». En effet, selon le rapport de 1970 de l'OCDE, sur un «apport» net en capitaux *per capita* la Tunisie reçoit \$21.48 (dont \$1.44 provient du Canada), l'Algérie \$8.10 (dont \$0.28 de source canadienne). En chiffres absolus et à titre d'allocations à l'aide alimentaire la Tunisie vient en tête pour 1970-71 avec quatre millions de dollars, suivie par l'Algérie et le Maroc qui reçoivent, chacun, trois millions de dollars. Pour ce qui concerne l'aide publique bilatérale au développement en 1970-71, la hiérarchie est la suivante: Tunisie (5.49 millions de dollars), Maroc (4.77 millions de dollars) et, en dernière place, l'Algérie (4.01 millions de dollars).

Dans le domaine de la coopération technique et professionnelle, calculée d'après le nombre des conseillers, coopérants en éducation envoyés, étudiants et stagiaires reçus, la Tunisie est toujours en tête suivie par l'Algérie et le Maroc (voir le dernier *Rapport annuel 1970-71* de l'ACDI). La position privilégiée de la Tunisie s'explique par l'ancienneté relative de son indépendance d'une part et l'intériorité de ses relations diplomatiques avec le Cana-

*La Tunisie,
l'Algérie et le
Maroc dans l'ordre*

da d'autre part. Mais, quand on pense qu'il y a seulement quelques mois que les premiers ambassadeurs furent échangés entre l'Algérie et le Canada et quand on prend la peine de suivre l'actualité récente concernant les relations entre les deux pays on remarquera très vite que la conclusion à laquelle nous venons de souscrire n'est, certes, pas sans fondement.

L'investissement privé

Le dernier indice qui vient confirmer notre sentiment est la réaction des hommes d'affaires à la suite de leur visite récente en Algérie avec le ministre J.-L. Pepin. Les mêmes causes qui ont provoqué, il y a quelques années, l'enthousiasme des financiers et des firmes d'*engineering* américaines pour l'Algérie ont joué pour faire réfléchir leurs confrères canadiens sur les possibilités énormes que recèlent les programmes d'industrialisation du jeune Etat. Déjà, et à titre d'exemple, la Banque de Montréal a ouvert en mars 1971 un crédit de 10 millions de dollars à la Sonatrach remboursable en huit ans avec un différé de 18 mois pour le financement de l'oléoduc Mesdar-Skikda. Déjà des firmes canadiennes d'études économiques se sont penchées sur l'élaboration des modèles touchant l'amélioration des tableaux inter-industriels de l'économie algérienne . . . etc.

Ce sont là des signes qui ne trompent pas. En effet, si le secteur privé s'engage c'est que le contexte algérien est jugé assez favorable. Sans pour autant négliger les potentialités formidables du secteur touristique marocain et tunisien il nous semble, toutefois, que le secteur privé canadien s'estime plus compétitif sur le plan de quelques branches industrielles bien précises. Et c'est vers ces branches qu'il pense diriger ses efforts avec l'Algérie.

Il va sans dire que le secteur public, lui, peut avoir d'autres priorités et d'autres préoccupations. Encore que l'un des critères qui président à l'octroi de l'aide selon la déclaration de politique étrangère de juin 1970 est: «la manière dont le pays a utilisé efficacement l'aide au développement dans le passé et ses perspectives en ce domaine». Tout laisse croire que l'Algérie a brillamment passé l'obstacle de ce critère. Mais, quatre autres critères (voir le rapport de l'ACDI) restent à remplir qui, joints ensemble, recourent notre seconde question.

Stratégie et développement

La stratégie du développement est, dans un certain sens, la manière la plus efficace, la plus rapide et la moins coûteuse de combiner les facteurs économiques, naturels et humains en vue d'une augmenta-

tion soutenue et auto-entretenu du produit national d'une part et d'un changement structurel dans l'environnement (institutions, mentalités . . . etc.) d'autre part. Le régime socio-économique reflète, à un moment donné, cette stratégie et l'englobe. L'adéquation de cette stratégie et du régime qui la sous-tend aux réalités propres de chaque pays mesure, d'une manière générale, le degré de la réussite de ce pays sur la voie du développement économique.

Pour utiliser le jargon, maintenant largement répandu, des «experts» en développement, on peut résumer la situation économique actuelle des trois pays maghrébins de la manière suivante: l'Algérie semble avoir pris un «décollage» rapide sur le plan industriel mais qui reste, cependant, fragile si les problèmes de son agriculture ne trouvent pas rapidement leur solution; la Tunisie traverse une période difficile suite à l'échec de l'expérience Ben Salah, à l'augmentation de sa dette extérieure et à la mouvance de sa situation politique interne; le Maroc, lui, fait plus ou moins du «surplace» sauf dans le domaine du tourisme et des activités tertiaires.

Il faut reconnaître, toutefois, que ces situations résultent d'une part des séquelles de la colonisation et de l'indépendance qui l'a suivie et, d'autre part, du degré de l'efficacité de la stratégie qui fut adoptée.

L'Algérie

En effet, la découverte et l'exploitation du pétrole et du gaz algériens par les Français peu de temps avant l'indépendance allaient rendre évidente la volonté des dirigeants nationaux de miser sur ce secteur et de «semer», comme on dit, leur pétrole pour industrialiser leur économie. D'autre part, le départ massif des Français de l'Algérie, l'abandon des fermes agricoles et les tribulations de la politique nationale d'autogestion rurale ont fait du secteur agricole le talon d'Achille de la construction économique algérienne. Ensuite, l'exode continu de la campagne vers les villes et l'utilisation des méthodes *capital-using* dans le secteur industriel naissant (pétrochimie, sidérurgie, mécanique) pèsent négativement sur le taux de l'emploi. En dernier lieu, la politique d'achat d'usines «clé en mains» pour parer à la déficience d'un *engineering* national, tout en paraisant la seule praticable à l'heure actuelle, ne doit pas dissimuler ses inconvénients à moyen et long terme sur le plan de la formation d'une main-d'œuvre locale qualifiée. La petite élite très brillante et très dynamique qui a pris en main la direction

*Le secteur privé
canadien s'engage*

des sociétés étatiques risque de rencontrer des difficultés sérieuses sans une main-d'œuvre qualifiée qui viendrait seconder ses efforts méritoires.

La Tunisie

Pour ce qui concerne la Tunisie, le problème prioritaire, à l'heure actuelle, semble être l'assainissement du secteur étatique dans l'industrie et du secteur coopératif dans l'agriculture. Autrement dit, la volonté manifeste de certains dirigeants de voir le secteur privé reprendre sa place prépondérante dans la vie économique pour réparer les dégâts que la politique de planification centralisée a fait subir, selon eux, à toute l'économie. Cette «nouvelle politique» interne se double d'un souci d'apaisement envers le capital étranger. En effet, en l'absence d'une source interne abondante en devises (pétrole par exemple) et en regard de la politique ambitieuse d'industrialisation adoptée au départ, le modèle de croissance des planificateurs tunisiens risquait de se dévorer lui-même tant que 50 pour cent et plus des investissements internes provenaient de sources de financement externes. Si la Tunisie reçoit plus qu'aucun pays au monde d'apports financiers externes par habitant il n'est que trop normal de constater que le rapport de son endettement soit, aussi, le plus élevé. La résorption de la dette extérieure et l'augmentation du niveau de vie de la population ne peut se concevoir que si la production interne augmente à un taux assez élevé pour compenser ces deux besoins cumulés. Or, cette augmentation de la production dépend, à son tour, d'une stratégie de développement qui sait se concentrer sur des projets biens sélectionnés selon, justement, le critère de leur apport en valeur ajoutée. Il semble que ce ne fut pas le cas de la planification tunisienne. Mais de là à condamner l'idée même du plan et à vouloir amorcer un retour à une économie axée sur les services et le tourisme il y a un pas qu'il serait peut-être risqué de franchir allègrement sans mettre en cause l'idée même du développement. Il ne faut pas oublier, ici, de rappeler que le «Socialisme Destourien» avait, durant la lutte pour l'indépendance et au lendemain de sa proclamation, fait à la population tunisienne des promesses répétées concernant un changement radical des structures économiques héritées de l'époque coloniale. Il est à se demander si la réalisation de ces promesses va de pair avec la nouvelle stratégie économique.

Le Maroc

La situation du Maroc est encore plus précaire. Au lendemain de l'indépendance

ce pays ne disposait ni de l'atout naturel des Algériens (pétrole et gaz) ni de l'atout humain des Tunisiens (élite technocratique et intellectuelle). De telle sorte que les modifications des structures économiques et sociales ne furent que très peu significatives et, parfois, nettement négatives. La «marocanisation» de l'administration et d'une partie de l'économie n'a fait que transférer en faveur des nationaux une partie du revenu national et du capital détenue auparavant par des étrangers. Mais, il s'est vite avéré que ce transfert peut ne pas être la condition suffisante même si elle est nécessaire pour un développement économique. En effet, l'ancienne classe féodale dans les campagnes et la nouvelle bourgeoisie dans les villes n'ont montré qu'une très faible propension à l'investissement productif. Les énormes besoins en matière de création d'emploi, de scolarisation et de formation de cadres, d'amélioration du niveau de vie de la masse de la population subsistent et s'amplifient avec l'accroissement démographique. Les problèmes majeurs que l'économie marocaine rencontre dans la voie du développement sont: la réorganisation du secteur agricole pour rendre les exploitations plus productives (le Code des investissements agricoles de 1969 est un pas dans ce sens); la formation accélérée du capital qui demeure hypothéqué par le poids des transferts de toutes sortes vers l'extérieur; la révision de la politique touristique qui, dans l'état actuel des choses, ne peut être considérée comme «le moteur du développement économique»; l'institution, difficile certes en regard des traditions religieuses mais néanmoins nécessaires, d'une politique de *planning familial* qui viendrait diminuer un des taux de croissance démographique le plus élevé au monde; finalement, la limitation sinon la suppression du gaspillage des fonds publics et l'utilisation plus rationnelle de l'épargne par la classe possédante.

Que peut faire le Canada?

En face de ce bilan très rapide des relations Canada-Maghreb et de ce tableau très sommaire du contexte économique maghrébin, que peut faire le Canada?

La première réponse à cette question est qu'il serait illusoire de croire que le Canada peut — même s'il le voulait et ce n'est certainement pas le cas — se substituer purement et simplement aux anciens partenaires du Maghreb. Tout au plus il peut offrir, dans quelques domaines bien précis, une alternative qui viendrait réduire et non pas supprimer la dépendance de ces pays envers un ou deux partenaires traditionnels.

*Une situation
précaire*

La deuxième réponse est que, malgré son haut niveau de développement, le Canada est une puissance économique moyenne qui, ayant conscience de son rang, n'entend pas du tout jouer à la grande puissance.

Ceci étant dit il n'en reste pas moins vrai que l'apport canadien à la solution des problèmes du Tiers-Monde (le Maghreb en faisant évidemment partie) nous paraît pouvoir devenir un apport fort appréciable. Voici pourquoi.

L'intérêt accru que manifeste actuellement le Canada pour les problèmes du développement et de la coopération internationale s'inscrit dans un plan d'ensemble visant à projeter une image «spécifique» de ce pays sur la scène internationale.

Cette image s'inspire de deux objectifs: 1) montrer autant que faire se peut, que le Canada n'est pas — ou plutôt, n'entend pas être — l'appendice des Etats-Unis et 2) démontrer aux pays en voie de développement qu'un pays industrialisé occidental peut leur proposer une doctrine de la coopération définie sans trop d'arrière-pensée politique. Ces pays sont ultrasensibles à un tel argument surtout quand ils placent leur indépendance politique au

niveau d'un principe qui prime tout (le cas de l'Algérie, par exemple).

Pour la réalisation de ce dernier objectif le Canada détient, en effet, des atouts maîtres: absence d'un passé colonial, bilinguisme permettant des ouvertures tant du côté des pays francophones que des pays anglophones, présence en son sein de groupements ethniques agissants, quoique minoritaires, provenant des pays du Tiers-Monde, haut niveau technologique dans des domaines bien précis, abondance relative en capitaux humains et financiers et, finalement, point essentiel entre tous: une perception humanitaire profonde (qu'il ne faut pas confondre avec une charité hypocrite) de l'impact que peut avoir l'avenir du Tiers-Monde sur la paix mondiale.

C'est en tenant compte de ses limites, de ses deux objectifs et de ses atouts que le Canada peut élaborer, en relation étroite avec les pays du Maghreb, une politique économique cohérente et de longue haleine. Même si elle n'aidera pas à résoudre tous les problèmes des économies maghrébines, cette politique a de grandes chances de réduire les tensions sociales que provoquent ces problèmes.

L'OEA, l'Amérique latine et le Canada

Dans une communication présentée en février à l'université Northwestern d'Evanston en Illinois, le leader du gouvernement au Sénat canadien, M. Paul Martin, a explicité la position du Canada vis-à-vis l'Amérique latine. Il déclara que les politiques canadiennes vis-à-vis les pays de cette région se modifiaient de façon fondamentale:

Les Canadiens ont longtemps éprouvé un malaise à l'égard de l'Amérique latine, qu'ils considéraient comme une jungle presque indéchiffrable de problèmes politiques, d'énigmes économiques, d'agitation sociale et d'embûches militaires. Ils n'y voyaient qu'un immense continent sous-développé vers lequel on tournerait un jour le regard . . . mais pas maintenant.

A notre époque, la conception nord-américaine passive qui réduit l'Amérique latine à un bloc géographique et économique monolithique est non seulement dépassée, elle est absurde. L'évolution de l'Amérique latine la rend presque méconnaissable. J'irai même jusqu'à dire, et sans plaisanter, que cette partie du monde ne répond plus du tout à la commode description d'antan. Elle se compose maintenant de deux douzaines de pays, membres de notre hémisphère, qui possèdent tous leur structure politique distincte et différente, leur propre nationalisme économique à bâtir

et leurs problèmes particuliers. Ces nations partagent des intérêts internationaux essentiels, mais il n'en demeure pas moins que l'Amérique latine a cessé d'exister — si elle l'a jamais fait — comme entité politique, économique, sociale ou culturelle.

Par exemple, au cours du débat historique sur l'association du Canada avec l'OEA, l'une des craintes répétées a été le fait que celle-ci n'était pas semblable aux autres organismes consultatifs dont le Canada fait partie, mais bien une organisation à l'intérieur de laquelle un vote majoritaire des deux tiers des membres en faveur d'une résolution pouvait effectivement lier les autres partenaires. Un autre point inquiétant pour de nombreux Canadiens a été la perspective de retrouver assez fréquemment le Canada rangé aux côtés des Etats-Unis contre les pays d'Amérique latine ou la situation inverse, c'est-à-dire du côté des pays latino-américains face aux Etats-Unis. Aujourd'hui, toutefois, il me semble que cette inquiétude soit aussi dépassée que la conception de l'Amérique latine en tant que conglomérat politique et économique monolithique. Il est de moins en moins probable que les pays d'Amérique latine seront ou pourront se montrer solidaires sur la plupart des sujets, ou même qu'ils souhaiteraient l'être; et il est tout aussi improbable que les Etats-Unis tenteront de les affronter sur des questions fondamentales mettant en cause la solidarité de l'hémisphère.